



Belgeo

Revue belge de géographie

3 | 2005

Miscellaneous

Defraigne J.C., *De l'intégration nationale à l'intégration continentale. Analyse de la dynamique d'intégration supranationale européenne des origines à nos jours*

Paris, L'Harmattan, 2004, 318 p.

Christian Vanderमotten



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/12357>

DOI : [10.4000/belgeo.12357](https://doi.org/10.4000/belgeo.12357)

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2005

Pagination : 409-411

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Christian Vanderमotten, « Defraigne J.C., *De l'intégration nationale à l'intégration continentale. Analyse de la dynamique d'intégration supranationale européenne des origines à nos jours* », *Belgeo* [En ligne], 3 |

2005, mis en ligne le 28 octobre 2013, consulté le 05 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/12357> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.12357>

Ce document a été généré automatiquement le 5 février 2021.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Defraigne J.C., *De l'intégration nationale à l'intégration continentale. Analyse de la dynamique d'intégration supranationale européenne des origines à nos jours*

Paris, L'Harmattan, 2004, 318 p.

Christian Vandermortten

RÉFÉRENCE

DEFRAIGNE J.C., *De l'intégration nationale à l'intégration continentale. Analyse de la dynamique d'intégration supranationale européenne des origines à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 318 p.

- 1 Voici un livre important pour la compréhension de la production des espaces économiques, de la géographie politique et des fondements de la construction européenne. La question générale qu'il pose, en aboutissement d'une démarche sur les temps longs qui se revendique du matérialisme historique, est de savoir si et comment l'Europe peut poursuivre sa construction en tant que bloc et comment elle peut se positionner parmi les autres blocs économiques dans le contexte de la globalisation. Toute la logique de l'ouvrage est fondée sur la question des économies d'échelle et de la croissance des coûts fixes en même temps que progressent les techniques de production, déterminant à chaque époque une « taille minimale optimale » des entreprises leader. Cette taille minimale optimale – que l'auteur ne quantifie pas économiquement, mais dont il démontre a posteriori la réalité à travers l'analyse historique – n'est pas seulement le reflet des économies d'échelle techniques, mais aussi d'économies d'apprentissage, de contrôle des marchés, de capacité de lobbying,

d'interaction avec les pouvoirs publics, etc. La démonstration est en tout cas claire – et reste utile à rappeler eu égard aux discours lénifiants des forces économiques dominantes – que les possibilités d'accès aux marchés ne relèvent pas de logiques de libre concurrence entre des acteurs économiques placés en situation d'égalité des chances, mais bien au contraire d'avantages cumulatifs résultant des logiques de concentration.

- 2 La démonstration historique de l'auteur débute avec la période mercantiliste de formation de l'Etat royal absolutiste. La logique d'intégration politique est alors première par rapport à la logique économique d'unification des marchés. La formation de l'Etat royal est avant tout la réponse de l'aristocratie foncière à la crise de la fin du Moyen âge, mais, du moins en Europe nord-occidentale et même si le capitalisme y restera essentiellement marchand jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, la bourgeoisie en tirera profit, s'enrichira par le commerce colonial, entamera des processus d'intégration financière dans les cadres nationaux. L'Etat entamera la création d'un système intégré de transport, pour répondre, dans un premier temps, aux besoins militaires et en biens de luxe. Pour survivre financièrement, il lance un processus d'unification administrative et fiscale. La bourgeoisie marchande est progressivement intégrée à l'appareil d'Etat. Ainsi, même si tout cela n'est pas encore abouti, l'Etat royal du XVIII^e siècle prépare l'Etat national, celui qui sera nécessaire à la bourgeoisie industrielle en tant qu'espace de marché intérieur et dans le cadre duquel elle développera la légitimation idéologique indispensable au maintien de la cohésion sociale. Au moment où elles arrivent au pouvoir, les espaces préparés sous l'Ancien régime étaient déjà des carcans suffisamment structurés pour déterminer les cadres concurrentiels dans lesquels les bourgeoisies nationales se développeront. Les valeurs universalistes de la Révolution française se heurtent très vite au renforcement des intérêts nationaux de la bourgeoisie française, qui tente de s'imposer à l'ensemble de l'Europe continentale sous Napoléon I^{er}. L'échec de cette tentative déterminera la naissance du nationalisme libéral allemand. Seule la bourgeoisie britannique, la plus développée, est alors en faveur du libre-échange.
- 3 Le livre de Defraigne examine ensuite les conditions spécifiques de l'intégration des marchés nationaux dans le courant du XIX^e et au début du XX^e siècle. Les pages qu'il consacre à l'intégration très vigoureuse du marché américain après 1865 sont fort intéressantes. Il montre comment la standardisation technique des réseaux ferroviaires, entamée durant la guerre de Sécession, va à la fois élargir les marchés, spécialiser précocement les productions agricoles en terrain vierge et pousser à la fusion des banques, vu l'importance des investissements ferroviaires qu'elles doivent financer.
- 4 A la différence des Etats-Unis, la taille des marchés européens apparaît insuffisante pour répondre à la croissance de la taille minimale optimale des entreprises dès la fin du XIX^e siècle. Il en résultera, dans des conditions aggravées par le renforcement du protectionnisme après le retournement de cycle de 1873, une accentuation des contradictions entre puissances économiques européennes. Elle débouchera sur les deux guerres mondiales. En même temps, les grandes firmes se concentrent, surtout en Allemagne, sous l'influence du poids du système bancaire dans le financement de l'appareil productif. Elles s'intègrent en amont et en aval, imposent des standards nationaux, qui poussent à la division du travail et à la taylorisation. Les petites firmes disparaissent. Mais parfois le recours à des systèmes de cartels – ententes sur les prix –

freine la concentration et maintient en vie des firmes peu productives. En 1912, parmi les 100 premières firmes mondiales, 58 sont américaines, 22 allemandes, 18 britanniques et seulement 2 françaises.

- 5 Plus que les firmes européennes, trop souvent attachées à la solution défensive du cartel, les firmes américaines, déjà favorisées par la taille de leur marché intérieur, tentent en outre d'atteindre la taille minimale optimale à travers l'ouverture internationale. Dès les années 1890, les exportations manufacturières américaines sont en forte croissance et les investissements directs à l'étranger se développent au départ des Etats-Unis. A l'inverse, si la Grande-Bretagne reste dominante jusqu'à la Première guerre mondiale au point de vue financier et de l'exportation des capitaux, les firmes britanniques ne développent pas suffisamment leur taille minimale. Insuffisamment appuyées par le capital bancaire, elles n'investissent pas assez dans les technologies nouvelles, ce qui ébranle le credo britannique dans le libre-échange et renforce l'intérêt pour la colonisation, c'est-à-dire pour des marchés protégés. La France aussi pratique une politique coloniale, qui apparaît comme un impérialisme du pauvre, et l'Allemagne vise à augmenter son emprise sur la Mitteleuropa, les Balkans, voire l'Empire ottoman, se heurtant dès lors aux intérêts franco-britanniques. La Première guerre mondiale est annoncée.
- 6 Les réactions protectionnistes et les poussées colonialistes ne pouvaient être que des réponses à court terme à des problèmes structurels. Dès lors, dès la fin de la guerre, les « prime movers » européens cherchent à élargir leur cadre d'action. Déjà durant le conflit, des fusions de firmes avaient été réalisées de force et l'importance de la demande interne avait soutenu les firmes, malgré la perte de marchés extérieurs au profit des Etats-Unis et du Japon. Ceci entraînera un durcissement progressif des buts de guerre des alliés et des divergences entre puissances victorieuses au moment de la négociation des traités de paix. A la différence des puissances européennes, les Etats-Unis refusent une politique discriminatoire anti-allemande, alors que l'Allemagne est un marché européen plus accessible que d'autres pour les firmes américaines. En outre, la crainte de la contagion révolutionnaire en Allemagne, les accords de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie bolchevique en 1922, empêchent les alliés de trop affaiblir l'économie allemande. De la sorte, la guerre ne résoudra pas fondamentalement les problèmes des firmes européennes face à la suprématie de leurs concurrentes américaines. L'entre-deux-guerres confirmera l'incapacité de mettre un terme à la fragmentation de l'espace européen : les marchés sont encore plus segmentés qu'avant la guerre ; l'instabilité monétaire et le poids des dettes augmentent encore les replis protectionnistes ; les flux d'investissements américains croissent ; l'écart s'approfondit entre la taille des « prime movers » américains et européens. En outre, les Etats-Unis renforcent leur protectionnisme anti-européen en faisant usage de leurs lois anti-trust contre leurs concurrents de plus en plus cartellisés. Cette cartellisation renforce à son tour la sous-utilisation des capacités de production en Europe et favorise la survie de petites firmes, situées nettement sous la taille minimale optimale. Les plus grandes firmes ne peuvent rompre les cartels, au risque de s'épuiser dans des guerres des prix, et les Etats les appuient, du fait de leurs capacités de lobbying et parce qu'ils y voient une garantie d'un meilleur maintien de l'emploi.
- 7 Le paradoxe des réparations en nature imposées à l'Allemagne après la Première guerre a été qu'elles ont permis à ce pays d'imposer ses standards techniques en Europe. Dès lors, lorsque le régime nazi dominera l'Europe, il mettra en place une

« Grossraumwirtschaft » continentale au service du Reich, fermée aux produits américains et avec des firmes allemandes aussi efficaces que les firmes d'outre-Atlantique : ceci est inacceptable pour les Etats-Unis et les conduira à entrer dans la Seconde guerre mondiale.

- 8 A la sortie de celle-ci, la mise en place d'un marché intégré est un impératif pour les Etats-Unis dans le contexte de la nécessaire reconstruction de l'Europe face à l'Union soviétique. Ils vont appuyer les efforts des hommes politiques qui, comme Monnet et Schuman, veulent l'intégration, face à certains dirigeants économiques qui pensaient encore en termes de cartels, en dehors de toute intervention étatique. Certes, l'intégration économique européenne va progresser, et s'accompagner d'ailleurs d'un début d'autonomisation de l'Europe par rapport à l'influence américaine. Toutefois, de larges fractions des bourgeoisies nationales restent myopes et surestiment les capacités d'intervention de l'Europe dans le monde : il en résulte trois décennies de marché commun imparfait, durant lesquelles le développement des « champions nationaux » est une préoccupation centrale des gouvernements européens. Toutefois, ces stratégies axées sur les « champions nationaux » apparaîtront peu à peu insuffisantes pour répondre aux défis de la croissance de la taille minimale optimale, surtout après le renversement de cycle long de 1973. Il n'est plus possible, après 1973, de répondre à la crise comme jadis par des regains de protectionnisme. La croissance de la concurrence internationale, celle de la taille minimale optimale, la continentalisation des systèmes techniques de production affaiblissent les capacités d'intervention des Etats. Cela entraîne durant les années 80 un renforcement des partisans de l'approfondissement de l'intégration européenne, allant jusqu'à la « dénationalisation » des bourgeoisies nationales dans des petits pays comme la Belgique. Les politiques des « champions nationaux » sont abandonnées, parfois après une dernière tentative de sauvetage par leur nationalisation, comme en France, sauf peut-être dans quelques secteurs très protégés où les préférences nationales subsistent. Le développement du néo-libéralisme va aller de pair avec la privatisation des « champions nationaux » jusque là aux mains des pouvoirs publics des Etats et la mise en place de « champions européens », comme dans les secteurs de la défense et de l'aéronautique. Les fusions se multiplient à partir du milieu des années 80 ; les « prime movers » européens rattrapent leurs concurrents américains en termes d'investissements à l'étranger ; l'intégration financière européenne se renforce ; l'élargissement à l'est permet une réorganisation des processus de production des grandes entreprises européennes et l'accaparement de nouveaux petits marchés. Certes, l'avance américaine se maintient dans certains secteurs et dans la capacité de mobilisation de la recherche-développement. Mais les « prime movers » européens luttent dorénavant sur pied d'égalité avec leurs concurrents américains et leurs intérêts pèseront lourdement sur les perspectives futures de l'intégration européenne.
- 9 On aura compris que ce compte rendu appuyé entend souligner l'intérêt majeur de ce livre pour qui veut comprendre la géographie économique et politique au-delà du factuel et de l'immédiat.